



Vie locale

Bulletin N° 18
Mars 2016

JOURNEE DE LA TERRE EN PALESTINE

19 février 1976, le Gouvernement travailliste israélien annonce sa décision de confisquer 25 000 dunums (2500ha) de terre en Galilée.



Une grève générale est organisée le 30 mars. Cette date représente depuis, chaque année une journée particulière en Palestine.

Pour tous les Palestiniens, qu'ils vivent en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, dans les camps de réfugiés des pays arabes, ou dans la diaspora dans le monde entier.

C'est "la journée de la Terre en Palestine".

La projection sera suivie d'un débat en présence de Bernard Albert, géographe membre de l'Association France Palestine Solidarité de Nantes

Sommaire :

Vie locale :

Journée de la terre, projection Locmiqueic :

« L'eau de chez nous l'eau de chez eux »

- Campagnes

- BDS

Pétition

Manuel Valls au CRIF

Conseil de Paris

2 historiens israéliens

- Prisonniers

- Khalida Jarrar

- Pratiques de tortures

- Les femmes en prison

- Actualités

- Financement des colonies

- Vol des terres

- Vol de terres contre colonies

- Analyses

- Anti-sionisme/anti-sémitisme

- Le grand débat BDS

- Communiqué AFPS : épuration ethnique

- Cinéma

Sortie du film :

« This is my Land »

L'EAU DE CHEZ NOUS L'EAU DE CHEZ EUX
FILM DOCUMENTAIRE de 52 minutes de Frédéric VIGNE

réalisé en partenariat avec l'Agence Française de Développement

Un film pour comprendre la question de l'eau dans les Territoires palestiniens
VENDREDI 15 AVRIL 20h SALLE DE L'ARTIMON
LOCMIQUELIC



Un questionnement original sur la question de l'eau, enjeu majeur dans la quête de la paix au Proche Orient.

- La complexité de l'accès à l'eau dans les Territoires palestiniens à partir d'histoires individuelles et de témoignages croisés d'experts israéliens, palestiniens et internationaux
- Les ressources hydrauliques, le morcellement du territoire, les accords politiques, le blocus de la Bande de Gaza...
- La question de l'assainissement.

Cette soirée est organisée par l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) du pays de Lorient En partenariat avec la ville de LOCMIQUELIC

CAMPAGNES

BDS



A la suite de la condamnation de citoyens qui avaient appelé au boycott de produits israéliens, plusieurs personnalités ont lancé un appel pour la liberté de l'action citoyenne. Le journal Politis a publié leur texte.

Signez la pétition

<http://www.france-palestine.org/Boycott-liberte-pour-l-action-citoyenne>

Nous avons pris connaissance avec stupéfaction de l'arrêt de la cour de cassation du 20 octobre 2015, confirmant la condamnation de citoyens pour avoir appelé à boycotter les produits israéliens, compte tenu des violations du droit international par l'Etat d'Israël.

Au-delà des positions diverses qui peuvent être les nôtres sur ce boycott, nous voulons dire notre indignation face à une telle atteinte aux libertés publiques. Les actions de boycott pour pousser à des changements sur le plan social, politique ou économique, ont toujours été considérées, par les pays démocratiques, comme des formes protégées de liberté d'expression.

suite : <http://www.france-palestine.org/Boycott-liberte-pour-l-action-citoyenne>

Nous ne nous laisserons pas bâillonner !

Adressez vos chèques (avec au dos la mention « procès boycott ») au siège national.

Souscrivez en ligne (carte bancaire et/ou compte Paypal) sur le site de l'association, en cliquant sur ce lien <http://www.france-palestine.org/Fai...> (mention « procès boycott »).

Manuel Valls au diner du CRIF

Par Sophie Bessis, Alice Cherki, Suzanne Citron, Mohammed Harbi, Gilles Manceron, Véronique Nahum-Grappe et Bernard Ravenel

L'Humanité, mardi 15 mars 2016

Nous sommes profondément choqués par les propos du premier ministre Manuel Valls qui a affirmé, le 7 mars, lors du dîner du CRIF, que l'antisémitisme est « tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël ». Il a repris les accusations de Benyamin Netanyahu prétendant que ceux qui critiquent sa politique de colonisation des territoires palestiniens occupés en 1967 sont des antisémites. Manuel Valls a aussi stigmatisé « l'antisémitisme dans les quartiers populaires d'une jeunesse radicalisée », faisant écho aux propos l'an dernier le président du CRIF qui attribuait « toutes les violences antisémites » en France aux « jeunes musulmans ». Cette accusation à l'emporte-pièce, comme l'assimilation de tout antisémitisme à de l'antisémitisme, par lesquelles Manuel Valls cherche à imposer à la France des conceptions très personnelles, sont inadmissibles.

<http://www.france-palestine.org/Au-diner-du-CRIF-Manuel-Valls-a-passe-les-bornes>

Les palestiniens et le conseil de Paris

Les Palestiniens accusent le Conseil de Paris de favoriser la colonisation israélienne

L'Orient le Jour avec AFP, vendredi 4 mars 2016

Les Palestiniens ont accusé jeudi le Conseil de Paris d'attenter à la liberté d'expression et de favoriser la colonisation israélienne après le vote récent par cette assemblée d'un texte contre une campagne internationale de boycott d'Israël.

"Condamner un mouvement légitime et non-violent contre un régime d'apartheid aux politiques racistes (...) revient à soutenir activement l'entreprise colonisatrice toujours en cours", a écrit Saëb Erakat, numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), à la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo, dans une lettre dont l'AFP a eu la copie.

Le Conseil de Paris, assemblée délibérante qui règle les affaires de Paris, a adopté le 16 février un "vœu" disant que Paris et sa maire "ont de manière constante affirmé leur opposition au mouvement de boycott d'Israël et dans le même temps, leur attachement à la promotion de la paix entre Israéliens et Palestiniens".

Cette assemblée s'était dite inquiète que le collectif Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) ait pris pour cible les échanges culturels "vecteurs de paix et de tolérance", en appelant notamment au boycott d'un spectacle d'une compagnie de danse israélienne à l'Opéra Garnier.

Un vœu exprime une position ou un engagement du Conseil de Paris sur un sujet d'intérêt pour lui mais qui échappe à sa compétence. A ce titre, il n'a pas de caractère légalement contraignant.

M. Erakat a déploré de "sévères restrictions à la liberté d'expression" imposées par "la capitale de la liberté, de l'égalité et de la fraternité". Il presse le Conseil de Paris à "condamner l'occupation et la colonisation illégales de la Palestine par Israël".

BDS est une campagne mondiale lancée initialement par des organisations non-gouvernementales palestiniennes inspirées par le modèle sud-africain. Elle vise à mettre fin à l'occupation et à la colonisation israélienne des Territoires palestiniens. Elle exhorte à refuser de consommer des produits israéliens, de commercer ou de signer des accords avec des entreprises israéliennes. Elle s'étend à la culture et vise des artistes accusés de cautionner l'occupation et la colonisation.

Deux historiens israéliens :

Le boycott, une route pour mettre fin à l'occupation
Wadih Awawda-Haifa, Al Jazeera, mercredi 2 mars 2016

Deux éminents historiens israéliens ont déclaré que l'occupation est la cause du soulèvement palestinien en cours et non une incitation (à la révolte), comme le prétend Israël, et ont confirmé dans leur entretien avec la chaîne Al-Jazeera, l'efficacité du boycott pour mettre fin à l'occupation, en prenant l'Afrique du Sud pour exemple.

L'historien israélien Shlomo Sand a souligné le rôle du traitement barbare infligé aux Palestiniens et l'avidité des colons. Il considère que le soulèvement palestinien qui a éclaté à l'automne dernier est provoqué par la poursuite de l'occupation et l'humiliation quotidienne, par la pauvreté et par l'absence d'issue.

Shlomo Sand qui est aussi maître de conférence à l'Université de Tel-Aviv, indique que l'occupation confisque les droits humains et les droits fondamentaux du citoyen aux Palestiniens depuis cinq décennies, en disant : "Nous, Israéliens, on travaille, on apprend, on rêve et on aime librement, tandis que non loin de nous, des êtres humains sont soumis à la dureté des cœurs des soldats et à l'avidité des colons." L'historien israélien estime que la majorité des Israéliens soutiennent les atrocités de l'occupation ou ne s'y soucient pas, puisque une partie d'entre eux croient que cela est le prix qu'ils doivent payer pour la libération lente du supposé pays, promis par la Torah.

Suite : <http://www.france-palestine.org/Deux-historiens-israeliens>

Campagne prisonniers

Journée Internationale des Femmes :

déclaration de Khalida Jarrar depuis la prison d'HaSharon

Samidoun, Réseau de Solidarité avec les Prisonniers Palestiniens, mardi 8 mars 2016

Khalida Jarrar, la féministe palestinienne, parlementaire et dirigeante politique emprisonnée, a publié une déclaration depuis la prison d'HaSharon à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, saluant toutes les femmes en lutte dans le monde. Le message a été transmis par l'avocate palestinienne Hanan al-Khatib, qui a rendu visite à Jarrar dans sa prison ; elle purge une peine de 15 mois d'emprisonnement après avoir été arrêtée le 2 avril 2015. Voici sa déclaration :

En ce jour, nous affirmons que nous sommes des prisonnières palestiniennes en lutte, que nous faisons partie du mouvement des femmes palestiniennes, et que la lutte nationale et sociale se poursuit sans cesse et de façon continue jusqu'à ce que nous atteignons notre libération de l'occupation, et, en tant que femmes, notre liberté de toutes les formes d'injustice, d'oppression, de violence et de discrimination à l'encontre des femmes. En ce jour, les femmes palestiniennes marquent cet événement en mettant en évidence les crimes de l'occupant contre les femmes, les enfants, les personnes âgées et les jeunes de Palestine. Cette année, notre appel met l'accent sur la liberté et l'auto-détermination de notre peuple, et sur la liberté et l'auto-détermination des Palestiniennes : pour parvenir à l'égalité et à la libération, pour mettre fin à toutes les formes d'oppression et d'injustice commises contre elles. Nous constituons, avec tou-te-s les combattant-e-s dans le monde pour la liberté des femmes, une partie du combat mondial : contre l'injustice, l'exploitation et l'oppression.

Traduit de l'anglais par Y. Jardin, membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers

Israël : des ONG dénoncent des pratiques de torture systématiques

Deux importantes organisations des droits de l'homme en Israël soutenues par l'UE publient ce mercredi un rapport sur les conditions de détention et d'interrogation de prisonniers palestiniens par le Shin Bet, le service de sécurité intérieur israélien. 116 témoignages de détenus ont été recueillis.

France Inter, vendredi 26 février 2016

Les mauvais traitements infligés par le Shin Bet seraient si systématiques qu'ils laissent penser que cela relève d'une politique délibérée affirment ces deux ONG israéliennes B'Tselem et Hamoked dans un rapport de 70 pages. Les témoignages de prisonniers ont été recueillis à la prison de Shikma, dans la ville israélienne d'Ashkelon entre août 2013 et mars 2014.

Privation de sommeil, manque d'hygiène et isolement

Khaled un enseignant palestinien a par exemple été détenu à Shikma pendant presque un mois et demi sans poursuite judiciaire. Il dit qu'il a perdu 10kg en détention, marqué par la privation de sommeil, l'isolement et le manque d'hygiène. "Je n'ai pas été battu, ce n'était pas de la torture physique mais de la torture psychologique, ça impacte encore plus. Et les conséquences sont pires, mon corps peut récupérer rapidement mais pour les séquelles psychologiques ce sera plus long à en sortir".

Avec ce rapport, les organisations qui luttent contre l'occupation, soulignent que l'usage de la violence persiste dans les services de sécurité, de façon institutionnelle, malgré un arrêt de la Cour suprême qui encadre l'usage de la torture aux situations d'urgence, explique Sarit Michaeli, porte-parole de B'tselem "Il s'agit de procédures, ce sont des règles à suivre pour briser celui qui est interrogé, pour qu'ils se confessent, qu'ils se dénoncent".

suite : <http://www.france-palestine.org/Israel-des-ONG-denoncent-des-pratiques-de-torture-systematiques>

Commission des prisonniers :

29 prisonnières dont 11 mineures sont détenues dans la prison de Hasharon

Ma'an News, mardi 9 février 2016

Ramallah - L'avocate de la commission chargée des affaires des prisonniers Hanan al-Khatib a rappelé que parmi les 29 captives détenues dans la prison de Hasharon, se trouvent 11 mineures, vivant dans des conditions sanitaires difficiles et déplorables, au vu d'une politique basée sur la haine et la vengeance suivie par l'administration israélienne de la prison à leur encontre.

Al-Khatib explique que la souffrance des prisonnières a augmenté de façon significative avec l'accroissement de la vague de froid qui a frappé la région, et il y a un manque important de vêtements, de couvertures et de moyens de chauffage dans des cellules non isolées où il fait plus froid qu'à l'extérieur.

Traduction : Moncef Chahed

Groupe de Travail Prisonniers de l'AFPS

Suite : <http://www.france-palestine.org/Commission-des-prisonniers-29-prisonnieres-dont-11-mineures-sont-detenues-dans>

ACTUALITES

Israël : le financement opaque des colonies

LE MONDE - Par Piotr Smolar (Jérusalem, correspondant), dimanche 20 mars 2016

Combien coûtent les colonies chaque année ? Personne ne le sait, et le gouvernement israélien s'en félicite. Leur financement profite d'une opacité jalousement entretenue. Elle concerne à la fois les fonds publics, qui transitent par la division des colonies au sein de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), et l'argent privé transféré par des fondations et des instituts sis outre-Atlantique. Sur le premier point, une députée travailliste, Stav Shaffir, a œuvré pour plus de transparence. Des progrès ont été accomplis. « L'OSM, organisme semi-public, a un budget officiel de seulement 52 millions de shekels [12 millions d'euros] pour développer les communautés dans les périphéries défavorisées, dit-elle. En fait, j'ai découvert que 74% des fonds allaient dans les colonies, y compris les avant-postes. Les sommes réellement à disposition sont bien plus considérables. Par les transferts budgétaires décidés en commission des finances à la Knesset, ils ont en réalité un demi-milliard de shekels [115 millions d'euros] par an. Les colons, avec l'aide du gouvernement, ont créé des voies secrètes et illégales pour détourner l'argent des contribuables. »

Suite : <http://www.france-palestine.org/Israel-le-financement-opaque-des-colonies>

Israël confirme s'être emparé de 234 hectares en Cisjordanie occupée

L'Orient le Jour, jeudi 17 mars 2016

Israël a confirmé, hier, avoir pris possession de 234 hectares de terres dans la vallée du Jourdain en Cisjordanie, un territoire palestinien occupé. Le Cogat, organe du ministère israélien de la Défense chargé de coordonner les activités israéliennes dans les territoires palestiniens occupés, a indiqué que ces 234 hectares avaient été déclarés « terres d'État » par Israël, confirmant des informations de l'ONG La Paix maintenant. Les autorités israéliennes n'ont pas dit pourquoi elles avaient pris possession de ces terres. Mais selon l'ONG, cette annexion, qui est la plus importante depuis deux ans dans la stratégique vallée du Jourdain, doit permettre de développer des colonies juives situées dans les environs et de construire des installations commerciales et touristiques prévues depuis un certain temps par le gouvernement israélien.

Suite : <http://www.france-palestine.org/Israel-confirme-s-etre-empare-de-234-hectares-en-Cisjordanie-occupee>

Israël s'approprie de vastes terrains en Cisjordanie occupée

Reuters, mercredi 16 mars 2016

JÉRUSALEM (Reuters) - Israël s'est approprié de vastes terrains en Cisjordanie occupée près de la mer Morte et de la ville palestinienne de Jéricho, a annoncé mardi la radio de l'armée israélienne.

Le mouvement israélien "La Paix Maintenant", qui scrute les annexions et les implantations dans les territoires occupés, indique que ces terrains représentent 234 hectares. Il s'agirait de la plus importante confiscation foncière depuis deux ans.



Cette annexion doit permettre de développer des colonies juives situées dans les environs et de construire des installations commerciales et touristiques prévues depuis un certain temps par le gouvernement israélien, ajoute le groupe.

Suite : <http://www.france-palestine.org/Israel-s-approprie-de-vastes-terrains-en-Cisjordanie-occupee>

ANALYSES

Synonymes inattendus par Jérôme Ferrari

La Croix, mercredi 16 mars 2016

S'il est une réforme que Manuel Valls est en train de mener avec succès, c'est celle de la langue française. Il est particulièrement injuste que nul n'ait songé à l'en féliciter ; car, grâce à lui, notre lexique sera bientôt débarrassé des termes redondants qui l'encombrent inutilement. Nous y gagnerons certainement en clarté et, surtout, en simplicité. Ainsi, après nous avoir révélé que « comprendre » ou « expliquer » signifiait tout bonnement, et sans que personne ne s'en avise jusqu'ici, « excuser », voilà qu'il nous apprend qu'« antisémitisme » et « antisionisme », dont on pouvait croire naïvement qu'ils désignaient deux réalités différentes, sont en fait rigoureusement synonymes

Suite : <http://www.france-palestine.org/Synonymes-inattendus-par-Jerome-Ferrari>

Le grand débat BDS

Uri Avnery, lundi 14 mars 2016

À L'AIDE ! Je marche dans un champ de mines. Je ne peux pas m'en sortir par moi-même. Le champ de mines a un nom : BDS – boycott, désinvestissement, sanctions.

On m'interroge souvent sur mon attitude à l'égard de ce mouvement international, qui a été lancé par des militants palestiniens et qui s'est répandu comme une traînée de poudre dans le monde entier.

Le gouvernement israélien considère maintenant ce mouvement comme une menace majeure, plus encore, me semble-t-il que Daech ou l'Iran. Les ambassades israéliennes du monde entier sont mobilisées pour le combattre.

Suite : <http://www.france-palestine.org/Le-grand-debat-BDS>

COMMUNIQUES

Communiqué de l'AFPS, vendredi 4 mars 2016

Jour après jour les autorités israéliennes poursuivent leur politique d'épuration ethnique avec son lot de démolitions de maisons, de bâtiments publics, d'écoles. Il s'agit de contraindre la population à déguerpir pour faire place nette à la colonisation et rendre impossible la solution à deux Etats.

Ainsi, les forces d'occupation israéliennes ont démoli, tôt dans la matinée du 2 mars, la seule école palestinienne du hameau de Khirbet Tana de la commune de Beit Furik à l'est de Naplouse. Et avec elle, une douzaine d'habitations laissant les 275 habitants du hameau sans toit et des récoltes endommagées par les bulldozers israéliens.

Dans la nuit du 20 au 21 février, c'est l'école d'Abu Nawar construite avec l'aide humanitaire française qui avait été visée, provoquant un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Constatant que cette démolition intervenait dans une zone clé pour la « viabilité de la solution à deux Etats », le communiqué déplorait « les conséquences de démolitions et confiscations de structures humanitaires... qui affectent des populations particulièrement fragiles en Cisjordanie » et appelait les autorités israéliennes à y mettre fin.

La diplomatie française est bien placée pour connaître le caractère parfaitement inopérant de telles protestations ou déplorations. Elle avait naguère brandi la menace de demandes de compensation financière. Elle doit passer aux actes, et comme on peut à l'avance prévoir une fin de non recevoir israélienne, se donner les moyens d'y répondre.

Le bureau de coordination des Affaires humanitaires de l'ONU a relevé qu'au cours des six premières semaines de 2016 le nombre de Palestiniens chassés de leur domicile a dépassé la moitié de celui de l'ensemble de l'année 2015. Et cela continue à un rythme accéléré.

Il est clair qu'aujourd'hui le gouvernement israélien poursuivant son entreprise de nettoyage ethnique ne se sent bridé par aucun interdit. Viennent encore de le montrer les déclarations de B. Netanyahu reprises par le « Times of Israël » où il regrette de n'avoir « pas réussi à provoquer la déportation des familles des terroristes » (sic) vers Gaza, ou la Syrie comme le propose un de ses ministres. Nul doute qu'il compte s'en donner les moyens : il conteste par avance la matérialité du crime de guerre du fait que la mesure ne donnerait pas lieu à un transfert de masse !

La France est liée par la déclaration du 17 décembre 2014 des Hautes parties contractantes aux Conventions de Genève sur leur applicabilité à l'ensemble du territoire palestinien occupé, conventions qui bannissent tout transfert de population. Elle ne peut une nouvelle fois se dérober à ses responsabilités. Elle doit prendre les moyens effectifs de s'opposer par des sanctions à la mécanique de dépossession/colonisation et à toute violation du droit international et humanitaire.

Le Bureau national

CINEMA

Tamara Erde, apprendre et enseigner au cœur du Proche-Orient

Entretien de Thomas Vescovi, Conseil national de l'AFPS, mardi 8 mars 2016

Réalisatrice israélienne, Tamara Erde signe son premier long-métrage sous la forme d'un documentaire nommé *This is my Land*. Annoncé pour le 20 avril dans les salles de cinémas françaises, le film a déjà obtenu un succès d'estime puisqu'il a été présenté au Festival du Film International de Toronto, et diffusé sur la BBC arabe et France 3. Diplômé de l'Ecole des Beaux Arts de Bezalel, à Jérusalem, puis de l'école française des arts contemporains Le Fresnoy, les sujets abordés dans ses créations touchent généralement aux thématiques proches-orientales. Avec *This is my Land*, elle s'intéresse aux systèmes éducatifs israéliens et palestiniens, et nous plonge au cœur de six écoles, deux juives israéliennes, dont celle de la colonie d'Itamar, deux palestiniennes, et une école mixte située dans le village de Neve Shalom. Au-delà de l'importance du sujet abordé dans le film, l'entretien permet également de saisir les obstacles que la réalisatrice a pu rencontrer, et faire le point avec elle sur les éventuelles perspectives qu'elle a pu saisir au cours de ces mois d'enquête.



Suite : <http://www.france-palestine.org/Tamara-Erde-apprendre-et-enseigner-au-coeur-du-Proche-Orient>



BULLETIN D'ADHESION, COTISATION ANNEE 2016

Nom: Prénom:
Adresse :
.....
CP : Commune : Pays :
Tél. personnel : Tél. mobile :
E-mail :
Profession :
Année de naissance.....

Tranche N°	Revenus mensuels adhérents	Cotisation annuelle
1	Inférieurs à 500 € /mois	10 €
2	De 500 à 1 000 € /mois	25 €
3	De 1 000 à 1 500 € /mois	40 €
4	De 1 500 à 2 000 € /mois	55 €
5	De 2 000 à 2 500 € /mois	70 €
6	De 2 500 à 3 000 € /mois	85 €
7	De 3 000 à 3 500 € /mois	100 €
8	Supérieurs à 3 500 € /mois	120 €

- Je cotise dans la tranche n°..... soit €. (Avec la cotisation vous recevez le journal interne *Palestine Solidarité* (4n°/an soit 5€) et la lettre électronique d'infos hebdomadaire de l'AFPS. N'oubliez pas d'indiquer votre adresse électronique)
- Je soutiens les activités de l'AFPS niveau national) et verse la somme de..... €
- J'adresse un don pour «SOS Palestine» d'un montant de €
Des frais de gestion de 7% seront prélevés par l'association sur ce don.)
- Je soutiens les activités de mon groupe local et vers la somme de..... €
- J'adresse un don pour pour le projet Al Sanabel » d'un montant de..... €
- Je verse la somme totale de €

Chèque à adresser : AFPS PAYS DE LORIENT Cité Allende 12 rue Colbert 56100 LORIENT

Trésorière : PERRON Jeannine 1 Résidence Saint Léonard 56270 PLOEMEUR

Mail : jeannine.perron@neuf.fr Tél 02 97 86 31 97

Président : LE GOFF Jean-Yves 2 Chemin de la Laiterie 56270 PLOEMEUR

Mail : legoffjy@wanadoo.fr Tél : 06 08 11 35 17

La réduction d'impôts est de 66% sauf pour les abonnements, dans la limite de 20% du revenu imposable annuel.